



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

**Unité Départementale
Meurthe-et-Moselle / Meuse**
Division de Nancy

Nancy, le 8 Octobre 2025

Nos réf. : 2025_0667
AIOT : 0006200720
Affaire suivie par : Alexandre TOUSSAINT
alexandre.toussaint@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03.54.44.02.55.
Courriel : ud54-55.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DE
L'ENVIRONNEMENT
(INSTALLATIONS CLASSEES)**

Objet : Porter à connaissance portant sur la réorganisation des stockages de l'usine de fabrication de papiers KIMBERLY-CLARK – Villey-Saint-Etienne

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement : Alexandre TOUSSAINT

Vérifié par le Chef du Pôle Risques Industriels Santé Environnement : Mohamed KHEDJOUT

Approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Directeur Régional,
l'Adjoint au Chef du Service Prévention des Risques Anthropiques : Philippe LIAUTARD

Par transmission préfectorale du 02 juillet 2025, l'inspection des installations classées a reçu un dossier de porter à connaissance relatif à la modification des zones de stockage, déposé par la société KIMBERLY-CLARK pour son installation de fabrication de papiers exploitée sur la commune de Villey-Saint-Etienne.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ce projet de modification et propose les suites à donner à cette demande.

1 - Présentation de l'établissement

1.1 - Exploitant

Raison sociale	KIMBERLY-CLARK
Statut juridique	Société par actions simplifiée
Adresse du siège social	Le Capitole - 55 avenue des Champs Pierreux - 92 000 NANTERRE
Adresse du site	ZAC RUE DE TOUL 54200 VILLEY-SAINT-ETIENNE
Activité principale - code NAF	Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique - 1722Z
AIOT	0006200720

1.2 - Description de l'activité

La société KIMBERLY-CLARK est autorisée à exploiter une installation de fabrication d'articles en papier, située à Villey-Saint-Etienne..

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°2007-256 du 22 février 2010 modifié actualisant les conditions de l'autorisation de la société KIMBERLY-CLARK.

Dans le cadre de son exploitation, la société KIMBERLY-CLARK souhaite procéder à la réorganisation partielle du stockages de ses produits en installant notamment une zone de stockage dans le bâtiment accueillant ses lignes de production Roulés et Pliés.

2 - Présentation du projet de modification

2.1 - Description du projet

La modification consiste à modifier la localisation et le type de matière stockée. Le plan ci-dessous montre la situation actuelle et la situation projetée.

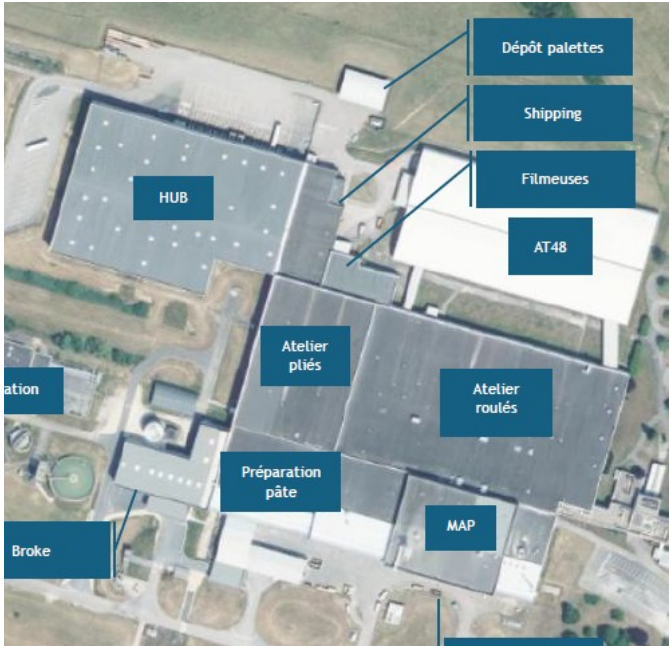


Photo 1 : situation actuelle

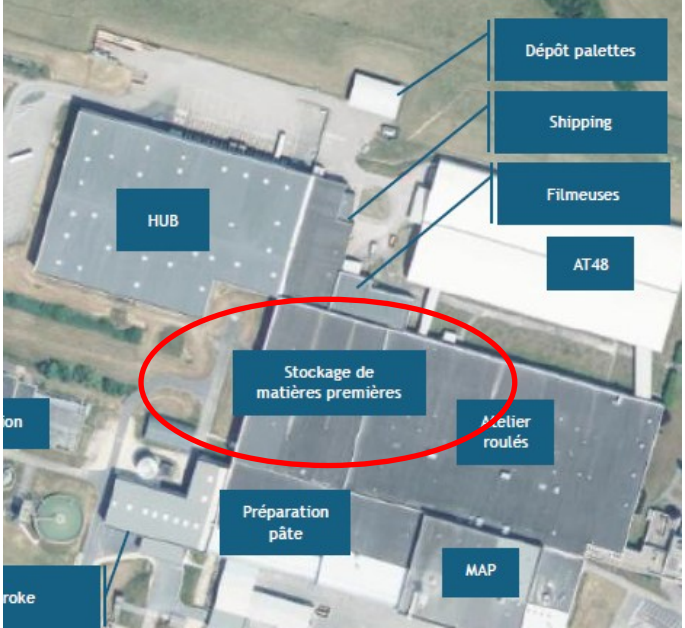


Photo 2 : situation projetée

Cette modification ne nécessite aucune construction puisqu'il s'agit d'une réorganisation en deux parties. L'exploitant propose de prendre les dispositions nécessaires pour obtenir une séparation de qualité REI 90 entre l'atelier HT et la zone shipping

La première partie de la modification est l'introduction dans le stockage de nouveaux produits. En effet, l'exploitant souhaite stocker des produits finis en plus des produits initialement stockés.

La deuxième partie de la modification est la mise en place d'un stockage dans le bâtiment de production HT à la place d'une ligne de production. Ce stockage accueillera des matières premières nécessaires aux lignes de production.

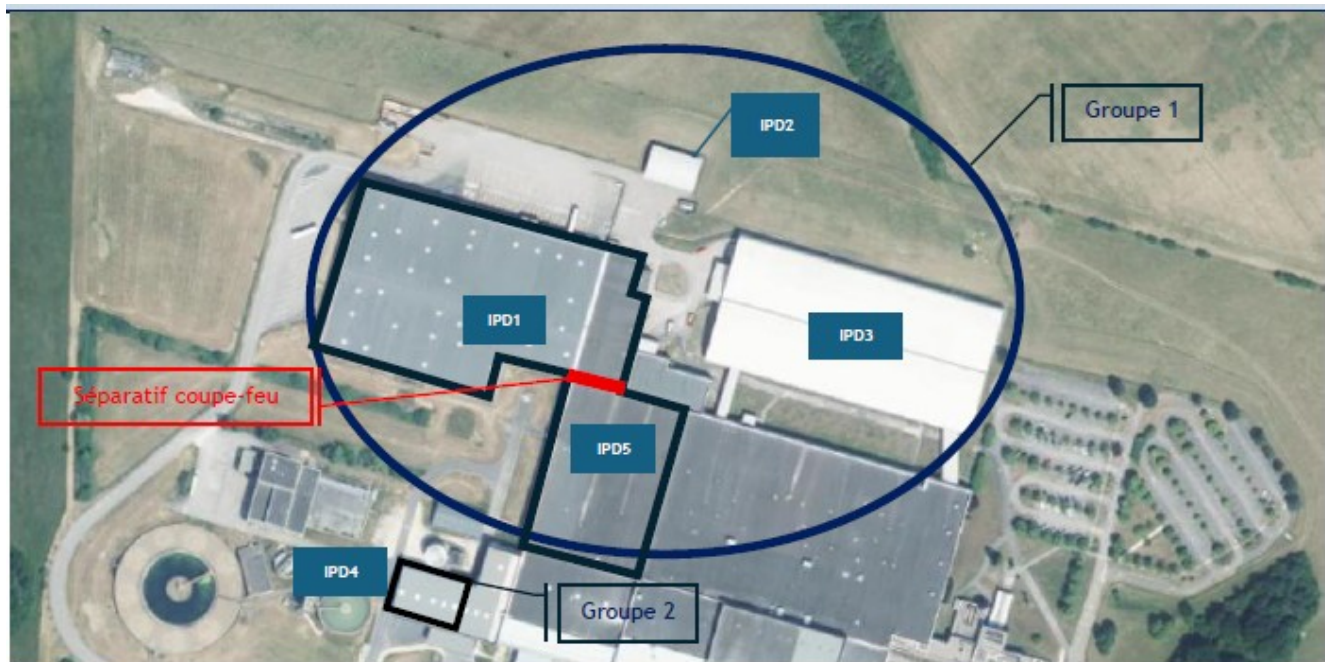
2.2 - Classement des rubriques

Pour les bâtiments concernés, le tableau récapitule l'évolution du stockage concernant l'exploitant

Situation actuelle			Situation projetée		
Bâtiment	Produits	Quantité	Bâtiment	Produits	Quantité
HUB	Produits finis + emballages + 4 t de produits inflammables	28 100 m ³	HUB	Produits finis + emballages	28 900 m ³
Ateliers pliés	-	-	Ateliers pliés	Matières premières	1400 m ³
TOTAL		28 100 m ³	TOTAL		30 300 m ³

Soit une augmentation inférieure à 10 % (7,8%) sur les bâtiments considérés et de 3 % pour l'ensemble des stockages répertoriés à la rubrique 1530.

L'exploitant a déterminé, en s'appuyant sur le guide de l'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, entrepôts de matières combustibles, version révisée en date de juin 2024, que ses stockages étaient constitué de deux groupes d'IPD.



Les bâtiments HUB (IPD 1) et Pliés (IPD5) sont concernés par la réorganisation du stockage. L'exploitant a transmis les quantités qui seront stockées dans les bâtiments concernés par la réorganisation (voir tableau ci-dessous).

Groupe 1	Exclusivement frigorifique	Type de stockage	Matières ou substances classées dans une unique nomenclature	Matières combustibles restantes (en t)	Relève d'un classement 1510
IPD1 / 5	Non	En majorité produits finis	1530	175	Non
IPD2	Non	Palettes vides	Hors 1530	125	
IPD3	Non	En majorité papier (bobines)	1530	Moins de 5	
				Environ 305	
				Maximum 365	

Ces quantités sont inférieures à 500 t de matière combustible dans le bâtiment HUB (IPD 1) et le bâtiment des produits Pliés (IPD 5). L'exploitant conclut que sa réorganisation n'a pas d'impact sur le classement de ses activités.

2 - 3 Modélisation incendie

Ensuite l'exploitant a fourni des éléments de modélisation réalisés avec le logiciel Flumilog.

Pour le bâtiment HUB, l'exploitant base sa simulation sur un volume de 28 100 m³ pour une masse de 13 488 tonnes de papier et 4 tonnes de produits inflammables rangées dans des armoires coupe-feu. La simulation conclut qu'aucune zone d'effet ne sort du périmètre du bâtiment, ne faisant craindre aucun effet domino (**photo 3**).

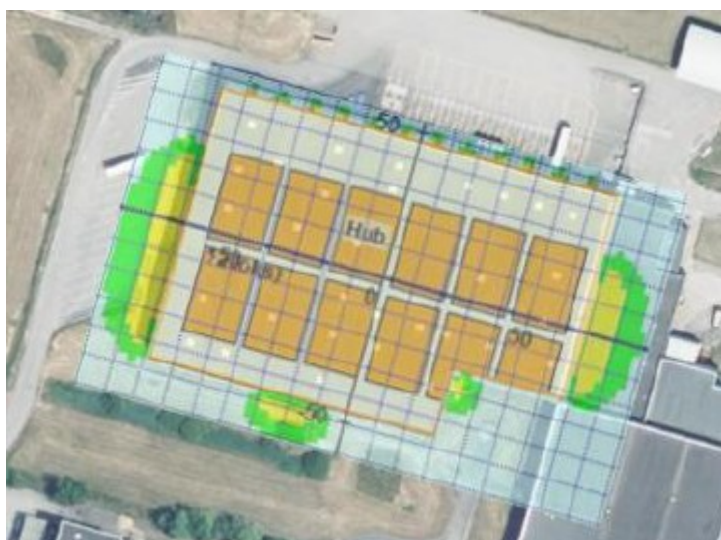


Photo 3

Concernant le bâtiment Pliés qui accueillera un stockage de matières premières composées de divers combustibles (équivalent stockage de palette). L'exploitant précise les modalités de stockage : 6 double racks et un rack simple perpendiculaire aux 6 autres. Il retient pour la modélisation flumilog 6 racks plus longs (pour compenser l'absence du rack perpendiculaire) et un degré coupe-feu de 15 min en s'appuyant sur une publication de l'INRS (Ed 950 - Conception des lieux et des situations de travail).

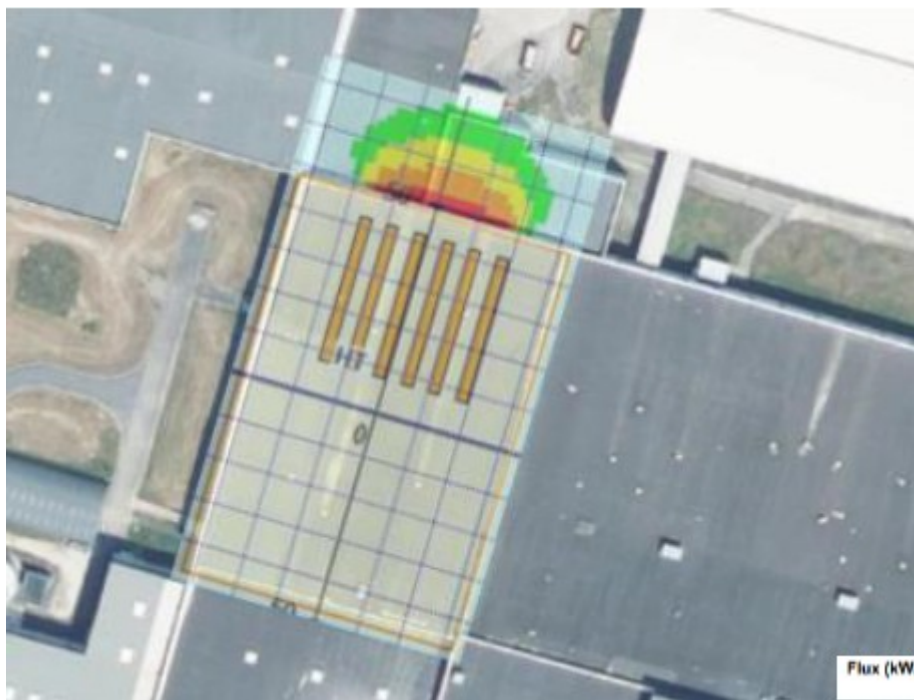


Photo 4

L'exploitant a ensuite réalisé trois simulations d'incendie :

- Une avec départ de feu des racks vers la zone shipping. La simulation montre que les effets domino impactent la zone « shipping » (**photo 4**) sauf si des actions correctives sur la partie mitoyenne sont entreprises afin d'atteindre une résistance minimale au feu de 90 min.
- Une avec départ de feu côté machine de production avec des hypothèses de simulation « équivalente », la simulation ne montre pas d'effet domino vers les racks ;
- Une avec départ de feu des racks vers les machines, le résultat montre un effet domino vers les machines de production.
- Une modélisant l'incendie généralisé du bâtiment (machines de production + racks). En gardant les hypothèses de la modélisation 2 et 3, la modélisation montre « une légère émittance vers la zone shipping sans générer d'effet domino »

L'exploitant conclut que son projet de modification n'est pas de nature à augmenter le risque.

2 - 4 Besoin en eau d'extinction

Les bâtiments n'ayant pas été modifiés, les besoins en eau d'extinction et de mise en rétention n'ont pas changé.

2 – 5 Moyens d'extinction

A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le détail des moyens d'extinction présents dans le bâtiment de fabrication abritant le « nouveau » stockage.

Dans le bâtiment Roulés, il y a :

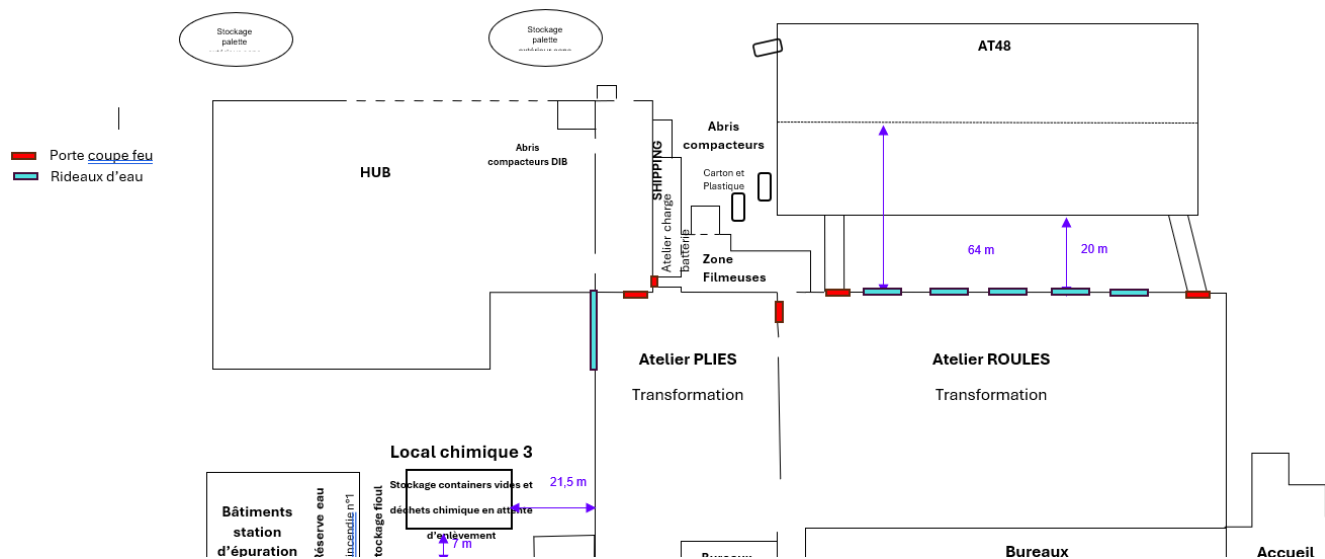
- 13 RIA et 120 extincteurs ;
- Sprinkler 141°C sous toiture ;
- 2 portes coupe feu REI 120 entre AT48 et ATELIER ROULES ;
- 1 porte coupe feu REI 120 entre ATELIER HT et la ligne HT5 ;
- Fermeture automatique par détection de fumée (détecteur de fumée) ;
- La détection et enclenchement extinction sont repris sur une centrale de détection incendie reliée sur les téléphones des OSI (Opérateurs Sécurité Incendie).

•

Dans le bâtiment Pliés, il y a :

- 7 RIA et 71 extincteurs ;
- Sprinkler 93°C sous toiture et dans les racks de matière première ;
- 1 porte coupe feu REI 120 entre SHIPPING et ATELIER HT ;
- 1 porte coupe feu REI 120 entre ATELIER HT et la ligne HT5 ;
- Fermeture automatique par détection de fumée (détecteur de fumée) ;
- La détection et enclenchement extinction sont repris sur une centrale de détection incendie reliée sur les téléphones des OSI (Opérateurs Sécurité Incendie).

Le plan transmis figure ci-dessous :



3 - ANALYSE DE L'INSPECTION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Le porter à connaissance déposé par l'exploitant n'implique pas la modification des rubriques, puisque les produits supplémentaires sont de même nature, donc classés à la rubrique 1530. Il est cependant nécessaire de reprendre par voie d'arrêté de prescriptions complémentaires, les modifications induites dans le volume maximal autorisé, la protection contre l'incendie, les modalités du nouveau stockage et la mise à jour de l'ensemble des documents.

Au vu des éléments présentés dans le dossier de porter à connaissance, la modification visant à réorganiser le stockage en supprimant une ligne de production de produits pliés n'est pas à regarder comme substantielle conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement, n'étant pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

4 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

En définitive, l'inspection des installations classées ne voit pas d'objection à accéder à la demande de la société KIMBERLY-CLARK pour modifier son installation de fabrication d'articles en papier exploitée à Villetaneuse.

Cependant, cette modification entraîne une évolution de la capacité et de la répartition du stockage pour laquelle l'exploitant est autorisée à la rubrique 1530 sans changer le régime.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle que ces modifications soient reprises dans un **arrêté préfectoral complémentaire**, dont un projet est annexé au présent rapport.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle de ne pas soumettre aux membres du CODERST le projet d'arrêté comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement et d'indiquer à l'exploitant qu'il dispose d'un délai de 15 jours pour émettre ses observations.

ANNEXE Projet d'arrêté de prescriptions complémentaires



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la réorganisation du stockage à la société Kimberly-Clark sur le territoire de la commune de Villey-Saint-Etienne

N° 2025-XXXXX
AIOT : 0006200720

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2007-256 du 18 février 2020 modifié portant autorisation d'exploiter au titre des Installations Classées une installation papetière par la société KIMBERLY-CLARK à Villey-Saint-Etienne ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis en Préfecture de Meurthe-et-Moselle le 02 juillet 2025 par la société KIMBERLY-CLARK, en vue de réorganiser la répartition du stock dans ses locaux ;

Vu les éléments supplémentaires transmis le 29 juillet 2025 par l'exploitant sur les moyens de défense incendie présents dans le bâtiment de production ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2025_0667 du XXX ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant ;

Vu les observations (l'absence d'observation) émises par l'exploitant le XXXX ;

Considérant que la modification demandée par l'exploitant n'est pas substantielle ;

Considérant que la modification demandée par l'exploitant n'est pas de nature à augmenter les risques sur son installation ;

Considérant que la modification proposée par l'exploitant nécessite une adaptation de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral 2007-256 du 18 février 2020 modifié sus-visé, notamment sur le tableau des rubriques, les dispositions constructives et les moyens d'intervention en cas d'incendie ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société KIMBERLY-CLARK dont le siège social est situé Le Capitole – 55 Avenue des Champs Pierreux – 92012 Nanterre, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles suivants pour l'exploitation de son site de Villey-Saint-Etienne.

Article 2 : Nature des installations

Le tableau des installations présent à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral 2007-256 est modifié comme ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité ou volume autorisé	Régime
1530-1	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public 1. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m ³ .	Stockage de papier et carton	Pâte à papier : Intérieur : 2532 m ³ Extérieur : 3200 m ³ HUB : 28900 m ³ Shipping : 1083 m ³ AT48 : 42000 m ³ (1900 tonnes de bobine – 146 tonnes de mandrin) HT : 1400 m ³ Volume total maximal : 79115 m ³	A

Article 3 : Dispositions constructives

Le premier paragraphe de l'article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral 2007-256 est complété comme suit :

« Par exception, l'atelier HT se répartit entre un atelier de production (1 ligne) et un stockage de matières premières (1400 m³) sans les séparations indiquées au-dessus. De même, la partie mitoyenne de l'atelier HT avec la zone SHIPPING est aménagée afin d'atteindre une protection minimale coupe feu de niveau REI 90 ».

Article 4 : Modalités de stockage

L'article 8.2.7 de l'arrêté préfectoral 2007-256 est complété comme suit :

« HT : Le stockage s'effectue sur 6 racks double et 1 rack simple positionnés perpendiculairement aux racks double et le volume maximal est fixé à l'article 1.2.1. Cet atelier contient aussi une ligne de production ».

Article 5 : Mis à jour des documents

L'ensemble des documents du site, notamment l'ensemble des procédures en cas d'incendie sont mis à jour en prenant en compte les modifications.

Article 6 : VRD